

L'Europe selon Gordon Brown, ou la " globalisation " pour horizon

Il s'est trouvé de nombreux commentateurs, ces dernières semaines, pour souligner les inflexions pro-européennes adoptées récemment par le Premier ministre britannique, Gordon Brown - la visite d'Etat du président français, les 26 et 27 mars 2008, ayant permis de braquer les projecteurs sur l'actuel résident du 10 Downing Street et sur sa vision de la construction européenne. Traditionnellement présenté comme " eurosceptique ", voire indifférent aux affaires européennes, lorsqu'il était Chancelier de l'Echiquier (1997-2007), le leader travailliste aurait fait montre, depuis quelques semaines, d'une certaine bienveillance à l'égard du processus européen, n'hésitant pas à vanter les mérites de l'UE et l'intérêt du Royaume-Uni à en être membre - le processus interne de ratification du traité de Lisbonne y est certainement pour quelque chose.

Une fois dépassés les effets d'annonce et les déclarations conjoncturelles conciliantes, la politique européenne de Gordon Brown ne devrait pas manquer d'intéresser les acteurs et les analystes attentifs de la chose européenne, qui, à se focaliser sur une hypothétique crise institutionnelle de l'UE, en ont oublié ses déterminants politiques fondamentaux. Reposant sur une analyse politique extrêmement élaborée et cohérente de la " globalisation ", de l'économie mondiale, de ses transformations et de ses impacts sur les pratiques économiques et sociales des Etats, G. Brown propose une vision du rôle de l'UE dans ce processus global qui n'est pas pour atténuer l'attitude eurosceptique qu'on lui prête. Un euroscepticisme de fond aggravé, par ailleurs, par des maladroites de forme, non seulement lorsqu'il était ministre des Finances, mais plus encore peut-être depuis qu'il est chef de gouvernement.

Si, pour la petite histoire, on raconte que G. Brown aurait été aperçu à de nombreuses reprises en train de débrancher son oreillette de traduction lors des réunions des ministres à Bruxelles, en signe de désintérêt, c'est toutefois depuis qu'il est Premier ministre que ses gestes ont été le plus scrutés. Et le résultat ne s'est pas révélé, jusqu'à présent, des plus convaincants. En nommant, en juin 2007, Jon Cunliffe au poste de conseiller pour l'Europe, G. Brown adressait un premier signal peu encourageant. En effet, relate *The Guardian*, alors que par le passé Anthony Blair nommait à ce poste un haut diplomate du Foreign Office, G. Brown, en choisissant ce haut fonctionnaire du ministère des Finances, donnait " la charge de la politique européenne à un haut fonctionnaire issu du département le plus anti-européen du gouvernement et dont le CV inclus un rôle clé dans la campagne de Brown contre la monnaie unique"(1) . Par la suite, outre la rhétorique de la défense des intérêts nationaux britanniques, répétée avec insistance lors des négociations sur le nouveau traité européen, l'absence de G. Brown lors de la cérémonie officielle de signature du traité à Lisbonne, le 13 décembre 2007, a laissé une image déplorable - G. Brown a paraphé seul le document, quelques heures après les autres chefs d'Etat et de gouvernement. De même, la convocation, le 29 janvier 2008, à Londres, d'un mini-sommet relatif à la crise financière mondiale, où n'avaient été invités initialement que la France et l'Allemagne, n'a fait qu'amplifier le sentiment de désintérêt de G. Brown pour les autorités européennes. Sentiment conforté par le fait que G. Brown n'a réalisé sa première visite officielle comme Premier ministre auprès de la Commission européenne, que le 21 février 2008, soit huit mois après sa prise de fonction.

Par-delà ces considérations formelles et symboliques, G. Brown a explicité sa vision de l'Union européenne (UE) à plusieurs reprises. On peut, à partir de la lecture de différents documents (discours et contributions), dessiner à grands traits la vision politique brownienne de l'intégration européenne. On peut trouver ces analyses, qui ne varient guère d'un support à l'autre, et d'un discours à l'autre, dans le discours " *Global Britain, Global Europe : a presidency founded on Pro-European realism* ", prononcé le 22 juin 2005, peu avant la présidence britannique de l'UE (2) ;



CHRONOLOGIE

- 1940-1945 : Winston Churchill Premier ministre (conservateur)
- 1945-1951 : Clement Attlee Premier ministre (travailliste)
- 1951-1955 : Winston Churchill Premier ministre (conservateur)
- 1955-1957 : Anthony Eden Premier ministre (conservateur)
- 1957-1963 : Harold Macmillan Premier ministre (conservateur)
- 1961 : demande d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE
- 1963 : le général de Gaulle s'oppose à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE
- 1963-1964 : Alec Douglas-Home Premier ministre (conservateur)
- 1967 : deuxième refus du général de Gaulle à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE
- 1964-1970 : Harold Wilson Premier ministre (travailliste)
- 1970-1974 : Edward Heath Premier ministre (conservateur)
- 1973 : adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne.
- 1974-1976 : Harold Wilson Premier ministre (travailliste)
- 5 juin 1975 : à la demande des travaillistes, organisation d'un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans la CEE : le oui l'emporte avec 67,2 % des suffrages.
- 1976-1979 : James Callaghan Premier ministre (travailliste)
- 1979-1990 : Margaret Thatcher Premier ministre (conservateur)
- 1990-1997 : John Major Premier ministre (conservateur)
- 1997-2007 : Anthony Blair devient Premier ministre et Gordon Brown chancelier de l'Echiquier (travailliste).
- 27 juin 2007 : Gordon Brown succède à Anthony Blair au poste de Premier ministre
- 1er semestre 2008 : processus de ratification parlementaire du traité de Lisbonne.



Cérémonie officielle de signature du Traité de Lisbonne, le 13 décembre 2007

dans le document publié en octobre 2005, *Global Europe : full-employment Europe* (3), et dans les quelques lignes consacrées à l'Europe lors de l'allocution du Premier ministre au banquet annuel du maire de Londres, le 12 novembre 2007 - discours consacré à la politique étrangère du Royaume-Uni (4). On pourra également éprouver la conception brownienne de l'Europe depuis le seul discours véritablement consacré à l'Europe prononcé par le Premier ministre, le 14 janvier 2008, à Londres, devant les milieux d'affaires (*Speech on Business priorities for a " Global Europe"*)(5).

Le pragmatisme politique au service d'une " Global Europe "

" *Global Europe* ", c'est là le concept clé de la pensée du Premier ministre britannique. Confusément traduit en français par le terme " Europe globale " ou encore " Europe mondiale " (6), ce mot d'ordre sonne comme une injonction faite à l'UE afin qu'elle s'ouvre sur l'extérieur et sur le reste du monde, qu'elle prenne acte de la dimension globale des grands défis du XXI^e siècle et qu'elle cesse de s'occuper uniquement de ses affaires intérieures. Devant les milieux d'affaires, le 14 janvier 2008, G. Brown déclarait ainsi : " *The countries and continents that will succeed in the new era of globalisation will be those that are open rather than closed, for free trade rather than protectionism, are flexible rather than rigid, and invest in high skills and the potential of their people. My vision of Europe moving forward is global Europe - not just an internal single market that look inwards but a driving force of the new fast-changing global market place. An open, outward looking, flexible global Europe competing on and prosperous because of its skills, its innovation and its creative talents.* " (7)

Selon G. Brown, il est grand temps pour l'UE de sortir des querelles et des débats relatifs aux institutions dans lesquels elle s'est enfermée depuis trop longtemps. Après avoir réussi à imposer ses exigences en la matière lors des négociations relatives au nouveau traité européen, ce volet ne devrait plus faire l'objet d'une attention particulière. C'est ce qu'il exprimait dans un entretien accordé au *Monde*, le 27 mars 2008, dans lequel il estimait que " les gens pensent à juste titre qu'avec le traité de Lisbonne à vingt-sept, il n'y a pas besoin de nouvelle réforme institutionnelle pour les dix ans à venir " (8). L'UE devrait à nouveau se saisir des sujets qui intéressent et concernent les citoyens européens, au premier rang desquels se trouve l'emploi. Cela passe, aux yeux de G. Brown, par la nécessité de renforcer la compétitivité économique de l'espace européen (9). Or, les contraintes qui pèsent sur un tel projet ne sont pas uniquement internes à l'UE, mais trouvent leur source dans le mode de fonctionnement du système économique mondial - " une économie de libre-échange, ouverte et flexible " -, dans la transformation des modes et des lieux de production des biens et des services, et dans l'apparition de nouvelles puissances concurrentes qui bouleversent les pratiques de l'économie mondiale. Mutations économiques, technologiques, industrielles et sociales auxquelles l'UE devrait s'adapter sous peine de voir ses perspectives d'influence sur la scène internationale et son niveau de richesse se réduire d'autant. D'où l'insistance de G. Brown sur l'économie de la connaissance, l'éducation, la science et l'innovation.

Dès lors, depuis une telle analyse, l'UE ne saurait esquiver le grand jeu de la " mondialisation " en se tenant repliée sur elle-même, mais, au contraire, devrait y prendre toute sa place pour éventuellement la façonner selon ses préférences. " *To build not just security but environmental stewardship and prosperity free of global poverty, I want a G8 for the 21st century, a UN for the 21st century, and an IMF and World Bank fit for the 21st century. And to achieve this I want to play my part in helping the European Union move away from its past preoccupation with inward looking institutional reform and I will work with others to propose a comprehensive agenda for a Global Europe - a Europe that is outward looking, open, internationalist, able to effectively respond both through internal reform and external action to the economic, security and environmental imperatives of globalisation.* " (10)

Cette " *Global Europe* " de G. Brown semble donc se définir principalement en termes économiques, c'est-à-dire comme une Europe ouverte sur le monde extérieur, rejetant toute forme de protectionnisme, ne remettant pas en cause la structuration de l'économie mondiale et le type d'échanges qui s'y déploie, mais, au contraire, qui s'y conforme en s'y adaptant et en tentant d'en tirer profit. Toutefois, outre cette dimension économique, qui est une donnée capitale et structurante chez G. Brown, la " *Global Europe* " qu'il appelle de ses vœux doit également être capable d'apporter des réponses à l'ensemble des problèmes qui occupent l'agenda politique international. Ainsi, dans son entretien au *Monde*, en mars 2008, G. Brown affirmait, de manière ambitieuse, que " l'Europe doit devenir un acteur global, elle doit construire une société capable d'affronter les changements climatiques, la lutte contre le terrorisme, les Etats voyous, la pauvreté et être en mesure de créer une coopération économique entre les pays riches et les pays pauvres ". Et de poursuivre, dans une formule et une traduction peu explicites, que " l'Europe mondiale, l'Europe unie, travaillant ensemble pour des enjeux mondiaux dans la société mondiale est capable de changer fondamentalement les choses " (11).

Un tel discours ne manque pas d'intérêt, tant l'engagement européen de G. Brown par le passé le poussait davantage à reconnaître le caractère ina-



Gordon Brown et José Manuel Barroso

DISCOURS DE RÉFÉRENCE

Gordon Brown, discours prononcé le 22 juin 2005 (Mansion House, Londres), " *Global Britain, Global Europe : a presidency founded on Pro-European realism* " : http://www.hm-treasury.gov.uk/newsroom_and_speeches/press2005press_57_05.cfm

Gordon Brown, *Global Europe: full-employment Europe*, HM Treasury, octobre 2005 : http://www.hm-treasury.gov.uk/media/2/A/global_europe_131005.pdf

Gordon Brown, discours relatif à la politique étrangère (banquet annuel du maire de Londres), prononcé le 12 novembre 2007 : <http://www.pm.gov.uk/output/Page13736.asp>

Gordon Brown, discours du 14 janvier 2008 à Londres, *Speech on Business priorities for a " Global Europe "* : <http://www.pm.gov.uk/output/Page14251.asp>

Margaret Thatcher, discours sur l'avenir de l'Europe au Collège d'Europe de Bruges, 20 septembre 1988 : <http://www.brugesgroup.com/mediacentre/index.live?article=92#britain>

Anthony Blair, discours à la Bourse de Varsovie, le 6 octobre 2000 : <http://www.number-10.gov.uk/output/Page3384.asp>

David Miliband, discours au Collège d'Europe de Bruges, 15 novembre 2007, " *Europe 2030 : Model Power not Superpower* " : <http://www.fco.gov.uk/en/newsroom/latest-news/?view=Speech&id=1627095>

SITES OFFICIELS

PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE
<http://www.number-10.gov.uk/>

FOREIGN OFFICE
<http://www.fco.gov.uk/en/>

dapté d'une telle construction européenne, trop petite pour gérer efficacement les affaires du monde et trop vaste pour s'occuper des affaires des citoyens en somme. Par-delà l'ambition affichée, un tel discours révèle surtout une vision pragmatique et instrumentale du processus de construction européenne.

Certes, il est de bon ton, dans les discours relatifs à l'UE, d'affirmer avec force la nécessité pour l'UE de devenir un acteur global. Or, comme toujours, encore faut-il s'entendre sur la définition de cet acteur global et, surtout, sur les motivations d'une telle affirmation.

Principe de réalité oblige, G. Brown a dû se résoudre à rappeler et à insister sur le caractère positif de la présence du Royaume-Uni dans l'UE, répétant, en ce sens, le geste de ses prédécesseurs. Dans son fameux discours au Collège d'Europe de Bruges, le 20 septembre 1988, Margaret Thatcher devait ainsi déclarer " Our destiny is in Europe "(12), avant que Anthony Blair, dix ans plus tard, n'insiste, à son tour, sur la nécessité pour le Royaume-Uni de se placer au centre de l'échiquier européen, afin d'influencer ses orientations. Rien de pire, aujourd'hui, selon G. Brown, qu'une remise en cause de l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. Avec 60 % de ses échanges extérieurs réalisés au sein de l'UE et 3,5 millions d'emplois dépendant de l'Europe, l'économie du Royaume-Uni est ainsi largement intégrée à l'espace économique européen. Ce qui permet à G. Brown d'affirmer : " *The EU [European Union] is key to the success of business in the UK. [...] And even in the face of rapid globalisation, our trade with Europe continues to rise, meaning Europe is as important to the future of Britain than ever. So European Union membership is good for Britain and British membership is good for Europe.*"(13)

Dès lors, l'ambition européenne de G. Brown procède à la fois de cet état de fait, mais également de la volonté de renforcer, dans le cadre d'une économie mondialisée, les conditions de la croissance et de la compétitivité économiques de l'UE. Or, ces conditions, loin de conduire à transformer la nature et les principes du processus de mondialisation économique, ne font que les reconduire. Ainsi, les préférences européennes issues de la " *Global Europe* " de G. Brown semblent se confondre avec les principes qui gouvernent à la " *Globalisation* " elle-même, rendant d'autant plus aléatoire les perspectives de changement de celle-ci une fois l'" Europe unie ". Ou pour le dire autrement, comment l'UE pourrait-elle apparaître comme une puissance de transformation de la mondialisation si les principes et les pratiques qui conduisent sa propre réforme et son adaptation se confondent avec ceux du processus de mondialisation lui-même ? Comment l'" Europe ", " unie " autour des principes et des réformes économiques de G. Brown, pourrait-elle " changer fondamentalement les choses ", si la raison d'être de son union se confond, peu ou prou, avec la nature de ces choses ? " *The European single market gives British businesses access to a market of 500 million people, to cheaper products and services, and to a much wider potential workforce, with a greater range of talents and skills. And EU enlargement - perhaps Europe's greatest achievement - has strengthened our stability and prosperity even further. I am pleased that the European Commission, led by President Barroso, understands the absolute priority of strengthening the competitiveness of the European economy and is providing genuine leadership on issues of deepening liberalisation and economic reform.*"(14)

Le pragmatisme politique conduit G. Brown à développer une vision instrumentale de l'UE. Elle n'est pas pensée ni vécue comme projet politique ni même depuis les schèmes d'un acteur, malgré la référence discursive à l'idée d'acteur global, mais comme un instrument devant permettre l'adaptation au processus de mondialisation économique et la coopération entre Etats pour faire face à des problèmes globaux qui ne sont plus du ressort d'un Etat seul. Ainsi, cela se traduit dans la politique européenne britannique par des prises de position susceptibles de renforcer cette vision : sur le plan économique, cela passe, entre autres, par la poursuite de la libéralisation du commerce, par la révision du " modèle social européen ", par le renforcement du marché unique, par une réforme du budget européen visant à réorienter ses ressources vers l'innovation et la recherche au détriment de la politique agricole commune, et sur le plan international, par le rôle de leadership que le Royaume-Uni entend jouer en matière de lutte contre le réchauffement climatique - dans ce domaine, avoir le soutien de l'UE est capital pour G. Brown, ce qui le conduit, in fine, et au risque de la confusion, à reconnaître à l'UE un rôle international central. Par ailleurs, toujours dans le champ international, le rapport aux Etats-Unis n'est pas sans poser quelques problèmes quant à l'idée d'un acteur européen autonome. Si la lutte contre le changement climatique pourrait se faire au niveau européen au détriment des Etats-Unis, en revanche, l'idée brownienne d'une ouverture économique et commerciale européenne tous azimuts se conçoit avec des Etats-Unis perçus comme des partenaires d'un tel processus de libéralisation globale des échanges et non pas comme des rivaux(15). A cet égard, G. Brown n'hésite pas à affirmer que la présence de personnalités comme Angela Merkel en Allemagne ou Nicolas Sarkozy en France devraient favoriser des relations de ce type avec les Etats-Unis.

" A Pro-European Realism "

Le motif principal de la philosophie brownienne de l'Europe ne repose donc pas sur un idéalisme ; il est, au contraire, le fruit d'un réalisme assumé, structuré autour de la référence aux intérêts nationaux et à la souveraineté de l'Etat. Il suffit, pour s'en convaincre, de relever l'omniprésence de la référence à la défense des intérêts nationaux britanniques dans ses prises de parole depuis juillet 2007, notamment lors des négociations autour du nouveau traité européen. Pour autant, G. Brown n'a pas attendu de devenir Premier ministre pour défendre et insister sur le caractère intergouvernemental de l'UE. Dans son discours " *Global Britain, Global Europe : a presidency founded on Pro-European realism* ", prononcé à Londres, le 22 juin 2005, quelques jours avant que le Royaume-Uni n'exerce la présidence de l'UE et quelques semaines après le rejet du traité constitutionnel européen par la France et les Pays-Bas, le Chancelier de l'Echiquier d'alors rappelait tout à la fois l'attachement des peuples à l'Etat-nation, l'enracinement des identités au sein des Etats-nations, les bénéfices pour l'UE d'une coopération entre Etats et, enfin, considérait l'ambition fédéraliste européenne comme inadaptée aux réalités du moment (16).

A cet égard, la vision brownienne demeure fortement marquée par la question du déclin du Royaume-Uni. Un déclin qui se manifeste autant sur la scène internationale après la Seconde Guerre mondiale que sur le plan économique interne autour des années 1970-1980. Toutefois, ses références au rôle de l'Etat ne figurent pas un attachement au *Welfare State* traditionnel. Bien au contraire, le meilleur moyen de rom-

pre avec la spirale du déclin et de refaire du Royaume-Uni un pays prospère est d'inscrire le développement de la société britannique dans le mouvement de " *globalisation* " et d'adopter des réformes internes allant en ce sens. Ce qui se traduit par la nécessité de bâtir un régime économique et de puissance conforme à celui qui découle de la structuration de la " *globalisation* " actuelle, c'est-à-dire un " modèle de croissance et de puissance " dont les formes s'imposeraient de l'extérieur et se déduiraient de dispositifs économiques globaux. Dans cet ordre des choses, la défense de l'intérêt national chère à G. Brown se construit dans le cadre d'un Etat ouvert à la " *globalisation* ", un " Etat-nation global " en somme.

L'Europe globale de G. Brown s'inspire d'un mécanisme similaire ; elle est donc déterminée par des phénomènes extérieurs et par un rapport au monde produit par la " *globalisation* ". Dans son discours du 22 juin 2005, il qualifiait l'attitude à développer à l'égard de la construction européenne de " *pro-european realism* " et il profitait de l'occasion (la présidence britannique de l'UE à venir) pour fixer le programme d'une " *Global Europe* ", programme dans lequel on trouvait déjà l'ensemble des éléments qui structurent aujourd'hui ses discours de Premier ministre : la nécessité, pour faire de l'UE du XXI^e siècle un espace compétitif, prospère et de plein emploi, de l'ouvrir sur l'extérieur, de réformer l'économie et le modèle social européens et de l'adapter aux réalités de la " *globalisation* ", comme le Royaume-Uni a su le faire. Le bloc commercial européen élaboré dans les conditions économiques et politiques de l'après-Deuxième Guerre mondiale devrait désormais laisser la place à une entité européenne ouverte et flexible appelée à se fondre dans l'espace mondial, et ce conformément aux pratiques et aux principes économiques qui le structurent et le gouvernent. G. Brown pouvait ainsi déclarer : " *I believe that those of us who have always been supporters of the benefits of European cooperation have a duty not to be silent about the need for Europe to reform. Instead the best pro-Europeans can do is to show how Europe by reforming can meet the long term needs of its citizens in future years. The starting point must be a European wide commitment to long term structural reform founded on greater flexibility, and starting with a political commitment to completing the single market. [...] Because Europe must now move from a trade bloc dominated by its own internal rules to a more flexible Europe for the global era, it is urgent that the same competitiveness test and the same risk based approach is adopted for EU regulation. [...] So with structural and budgetary reform, social reform, regulatory reform and trade reform our task now and in the years to come is to move Europe from the old trade bloc Europe to the new Global Europe.* "(17)

Un tel programme, politique en soi, précise ainsi l'échelle à l'aune de laquelle appréhender l'évolution de l'UE et donc, in fine, la nature d'un tel ensemble : un instrument à visée globale et économique et non véritablement un acteur régional unifié et politique. L'intégration européenne, ce serait nécessairement l'intégration économique au monde : " *The issue is not just how Europe integrates from 15 to 25, but how all 25 reach out to the rest of the world. While the old assumption was that we would move from economic integration at a national level to economic integration at a European level, it is in fact global not European flows of capital that now dominate; the global, not European, company; and the global, not European, brands.* "(18)

Malgré les prises de position récentes du Premier ministre britannique, mentionnant l'idée d'une UE " acteur global ", peut-être est-il plus conforme à la réalité de penser, au vu des idées qui semblent structurer sa vision de l'Europe, que cet acteur global ne saurait renvoyer à la représentation traditionnelle d'un acteur international. Par ailleurs, la vision britannique laisse croire que l'UE ne joue aucun rôle sur la scène internationale. Or, l'UE pourrait, dès aujourd'hui, prétendre au statut d'acteur global, eu égard aux nombreux instruments d'action internationale qu'elle mobilise pour répondre aux grands défis mondiaux. Avec plus ou moins de réussite, l'UE intervient en matière commerciale et environnementale, mais aussi dans le domaine de la régulation globale, de l'aide humanitaire, de l'aide au développement, de la défense des droits de l'homme et de la gestion des crises (19). Dès lors, loin de renvoyer à la construction d'un acteur politique unifié, voire à une puissance, comme le donnerait à penser un discours ambitieux, la " *Global Europe* " de G. Brown renverrait davantage à un instrument de coopération régionale tendu vers l'adaptation à la globalisation économique.

Constance de la politique européenne britannique

En ce sens, G. Brown n'a nullement troqué la politique européenne britannique traditionnelle au profit d'un européisme plus continental. La continuité de la politique britannique est de mise en la matière. Et aussi incongrus que puissent paraître les rapprochements entre travaillistes d'aujourd'hui et conservateurs d'hier sur la question européenne, il n'en demeure pas moins que la nature des projets ne diffère pas fondamentalement. Il est en effet étonnant de constater que l'on retrouve la même structure de discours (mêmes thèmes, même vocabulaire, même logique) dans le discours sur l'avenir de l'Europe de Margaret Thatcher, en 1988, au Collège d'Europe à Bruges, et dans ceux de G. Brown ou, dans une autre mesure, dans celui prononcé par David Miliband, ministre des Affaires étrangères et proche de A. Blair, le 15 novembre 2007 (20).

Dans son discours, la Dame de fer, après avoir pris soin de rappeler que le destin du Royaume-Uni était en Europe et que la Communauté devait continuer à être une coopération entre Etats-nations souverains, critique, entre autres, les débats institutionnels stériles de la Communauté européenne, la bureaucratie et le centralisme bruxellois, les perspectives de voir se créer un " super-Etat " européen, la part du budget européen consacrée à la politique agricole commune ou encore toutes formes de protectionnisme. Et elle en appelle, elle aussi, à une Europe ouverte à l'entreprise, ouverte économiquement et commercialement sur l'extérieur, sur le monde - elle ne parle pas encore de " *Global Europe* " - et non à une Europe tournée sur elle-même(21). Le discours de D. Miliband, passé étrangement inaperçu, prononcé également au Collège d'Europe à Bruges, presque vingt ans après celui de M. Thatcher, prolonge, pour sa part, les vues de son Premier ministre, même si, à en croire *The Observer*, des tensions sont apparues entre les deux têtes de la diplomatie britannique autour de ce discours(22). Paradoxalement, la différence la plus évidente que l'on trouve dans le discours du secrétaire au Foreign Office n'est pas avec G.

Brown, mais avec son prédécesseur, Anthony Blair. Ce dernier, en effet, est le seul à s'être référé explicitement à l'idée de puissance de l'Europe, ce qu'exclut, au contraire, l'actuel ministre des Affaires étrangères. Pour autant, malgré le qualificatif de Premier ministre britannique le plus européen, A. Blair n'a à aucun moment rompu avec les fondements traditionnels de la diplomatie britannique, notamment économiques. Dans son discours de Varsovie, le 6 octobre 2000, il avait fait référence à cette idée de superpuissance dans les termes suivants : " *Europe is a Europe of free, independent sovereign nations who choose to pool that sovereignty in pursuit of their own interests and the common good, achieving more together than we can achieve alone. The EU will remain a unique combination of the intergovernmental and the supranational. Such a Europe can, in its economic and political strength, be a superpower; a superpower, but not a superstate.*"(23) Pour sa part, en novembre 2007, D. Miliband, après avoir lui aussi exclu toute référence à un " Etat européen ", rappelait à plusieurs reprises : " *The EU will never be a superpower, but could be a model power of regional cooperation.*"

Il serait vain, dès lors, comme certains commentaires ont pu le relever ces dernières semaines, de voir dans l'attitude de G. Brown un quelconque changement pro-européen. Les idées qui animaient l'actuel Premier ministre lorsqu'il était ministre des Finances et qui structurent ses représentations du processus européen n'ont pas changé sur le fond. Des considérations conjoncturelles et contextuelles, comme la crise financière mondiale et le processus de ratification du traité de Lisbonne, ou encore une cause comme la lutte contre le réchauffement climatique l'ont certes amené à faire preuve de davantage de pondération dans la présentation des préférences britanniques en la matière, mais rien qui ne puisse justifier, toutefois, une remise en cause des réserves européennes initiales à son endroit. La politique européenne brownienne, produit à la fois d'un pragmatisme et d'un travail intellectuel extrêmement cohérent, ne saurait se confondre avec un projet politique européen visant à faire de l'UE un acteur unifié à l'échelle internationale. L'europhisme de G. Brown est un pragmatisme dont l'horizon se confond avec l'intégration économique à un espace globalisé, non avec la figure régionalisée d'un acteur politique doté d'une ambition mondiale.

Par Robert CHAOUAD,
Chercheur à l'IRIS, enseignant à l'Université Paris 8

(1) *The Guardian*, 11 juin 2007.

(2) Discours prononcé le 22 juin 2005 (Mansion House, Londres), " *Global Britain, Global Europe : a presidency founded on Pro-European Realism* " : http://www.hm-treasury.gov.uk/newsroom_and_speeches/press/2005/press_57_05.cfm

(3) Gordon Brown, *Global Europe: full-employment Europe, HM Treasury*, octobre 2005 : http://www.hm-treasury.gov.uk/media/2/A/global_europe_131005.pdf

(4) Discours du 12 novembre 2007 consacré à la politique étrangère, lors du banquet annuel du maire de Londres : <http://www.pm.gov.uk/output/Page13736.asp>

(5) Discours du 14 janvier 2008 à Londres, *Speech on Business priorities for a " Global Europe "* : <http://www.pm.gov.uk/output/Page14251.asp>

(6) On trouve les deux termes repris indistinctement dans certaines traductions des discours de G. Brown, mais également dans certains travaux universitaires. Voir, par exemple, la version française, disponible sur le site de l'ambassade du Royaume-Uni en France, du discours du 12 novembre 2007 sur les orientations du Royaume-Uni en matière de politique étrangère : <http://www.britishembassy.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1059132565097&a=KArticle&aid=1194716355580>

(7) Discours du 14 janvier 2008 à Londres, *Speech on Business priorities for a " Global Europe "*.

(8) *Le Monde*, 27 mars 2008, p. 8.

(9) " *At the heart of a more competitive Europe in the 21st century must be a long-term commitment to a more outward looking relationship with the rest of the world. This is what mean in practice by 'global Europe' - a Europe that knows it must face outwards if it is to be open for business.* " Discours du 14 janvier 2008 à Londres, *Speech on Business priorities for a " Global Europe "*.

(10) Discours du 12 novembre 2007, lors du banquet annuel du maire de Londres.

(11) *Le Monde*, 27 mars 2008.

(12) Discours au Collège d'Europe de Bruges, 20 septembre 1988 : <http://www.brugesgroup.com/mediacentre/index.live?article=92#britain>

(13) Discours du 14 janvier 2008 à Londres, *Speech on Business priorities for a " Global Europe "*.

(14) Discours du 14 janvier 2008 à Londres, *Speech on Business priorities for a " Global Europe "*.

(15) Ministre des Finances en 2005 et Premier ministre en 2007, G. Brown pouvait déclarer : " *Europe and America should see ourselves as partners not rivals - not fortress Europe versus fortress NAFTA, but working together in trade policy but also in far wider policy areas to reduce insecurities and benefit from global change. [...] And we do so under the banner of a pro-European realism where Europe looks outwards to the world, where Europe sees the USA as partners not rivals, where Europe becomes more competitive, more flexible, more enterprising and in doing so delivers more opportunities for all its citizens.* ", discours de Mansion House (Londres), prononcé le 22 juin 2005 ; " *It is no secret that I am a life long admirer of America. I have no truck with anti-Americanism in Britain or elsewhere in Europe and I believe that our ties with America - founded on values we share - constitute our most important bilateral relationship. And it is good for Britain, for Europe and for the wider world that today France and Germany and the European Union are building stronger relationships with America.* ", discours du 12 novembre 2007, lors du banquet annuel du maire de Londres.

(16) Discours du 22 juin 2005 (Mansion House, Londres), " *Global Britain, Global Europe : a presidency founded on Pro-European realism* ".

(17) " *Global Britain, Global Europe : a presidency founded on Pro-European realism* ", 22 juin 2005.

(18) " *Global Britain, Global Europe : a presidency founded on Pro-European realism* ", 22 juin 2005.

(19) Lire par exemple, à ce sujet, Christopher Piening, *Global Europe*, Boulder (Co.), Lynne Rienner, 1997, et Charlotte Bretherton, John Vogler, *The European Union as Global Actor*, Londres, Routledge, 1999.

(20) Discours au Collège d'Europe de Bruges, 15 novembre 2007, " *Europe 2030 : Model Power not Superpower* " : <http://www.fco.gov.uk/en/newsroom/latest-news/?view=Speech&id=1627095>

(21) Nous renvoyons à la lecture de ce discours, dont le parallèle avec certaines formulations de Gordon Brown et de David Miliband est parfois saisissant.

(22) D. Miliband, considéré comme plus europhile que le Premier ministre, n'aurait que modérément apprécié la retouche opérée par G. Brown sur son discours, notamment une référence en matière de défense européenne. Rien de majeur semble-t-il ! Lire *The Observer*, 18 novembre 2007 : <http://www.guardian.co.uk/politics/2007/nov/18/labour.gordonbrown>

(23) Discours à la Bourse de Varsovie, le 6 octobre 2000. Sur le plan économique et sur le rapport à la mondialisation, cependant, la filiation entre A. Blair, G. Brown et D. Miliband est claire.